

AKTUELL

DROGENKONSUMRAUM

Tox'out

Christiane Walerich

Es ist eine Geschichte ohne Ende. Und sie zeugt von gesundheitspolitischer Unverantwortlichkeit: der aufgeschobene Neubau einer Anlaufstelle für Schwerstabhängige.

Außer Thesen und Spesen - nichts gewesen. Es mutet wie ein burleskes Szenario an, hat aber schwerwiegende Folgen: Die Container des Tox'In in der Route de Thionville sind ein gesundheitspolitisches Desaster.

Das Tox'In mit seinem Drogenkonsumraum, dem Centre de jour und den Übernachtungsmöglichkeiten, das 2002 in Containern als Provisorium errichtet wurde, ist von der Architektur her eigentlich in keiner Weise auf die Bedürfnisse von Kranken ausgerichtet. Nicht nur, dass das Gebäude in seiner Struktur für den Umfang des betreuten Personenkreises und die Schwere der behandelten Erkrankungen hygienetechnisch völlig unzureichend ist. Sondern es bezeugen

die Container in ihrer Armseligkeit - schwer auszudenken wie jemand in einer solchen Umgebung neuen Lebensmut fassen soll - ganz allgemein den niedrigen Stellenwert, den man der Fürsorge für Abhängige in Luxemburg einräumt. Dabei steht ausser Zweifel, dass eine gut funktionierende Fixerstube, die auch räumlich den Bedürfnissen eines solchen Patientenkreises genügt, nicht nur eine wesentliche Hilfe für die Betroffenen darstellt, sondern auch die allgemeine Wohlfahrt fördert: Denn mit ihrer Safer-Use-Anwendung ist sie am ehesten in der Lage, den Konsum auf der Strasse und die von ihm ausgehende Gefahr der Verbreitung von Hepatitis und Aids einzudämmen.

Nun wird aber offenbar, dass es in dieser Angelegenheit an Überzeugungsarbeit und politischer Durchsetzungskraft mangelt - sehr zum Schaden der Betroffenen. War es am Anfang die „Stëmm vu Bouneweg“,

die gegen eine Implementierung des „Tox-In“ auf der gegenüberliegenden Straßenseite der Route d'Arlon polemisierte, so tritt nun der Industrie-Konzern Paul Wurth als Gegner hervor. In einer Pressemitteilung von Anfang September kündigte er an, rechtliche Schritte gegen das Bauvorhaben an dem geplanten, mühsam gefundenen Kompromiss-Standort der „Fixerstuff“ in der hauptstädtischen Rue d'Alsace einleiten zu wollen. Obwohl der Gesundheitsminister Mars Di Bartolomeo bei RTL an die soziale Verantwortung des Industrieunternehmers Paul Wurth appellierte, scheint doch genau das einzutreten, was absolut hätte vermieden werden müssen: die erneute Verschiebung des Baus der neuen Anlaufstelle für Schwerstabhängige. „Es wird sehr problematisch, wenn die Fixerstube demnächst nicht

gebaut werden kann. Dann ist die Stadt Luxemburg, die für die Instandsetzung der Container verantwortlich ist, wieder stärker gefordert“, stellt Alain Origer vom Gesundheitsministerium klar. Wichtig sei zudem, dass neben Luxemburg auch die Stadt Esch und schließlich der Norden einen adäquaten „Drogenkonsumraum“ mit Foyer de séjour und Schlafgelegenheiten erhielten, so Origer. Doch gerade die angestrebte landesweite Dezentralisierung der Hilfsstrukturen für Drogenabhängige, für die sich in der letzten Regierungserklärung eigentlich alle Verantwortlichen ausgesprochen hatten, wurde durch Vorbehalte des Ettelbrücker Bürgermeisters Jean-Paul Schaaf wieder halbwegs in Frage gestellt. In einem Interview tat er die Überzeugung kund, dass es in seiner Gemeinde keine öffentliche

Drogenszene gebe. Ebenso unklar ist nach wie vor, wie es mit der Heroinvergabe für Schwerstabhängige weitergeht. Zwar sei, so Origer, das Konzept ausgearbeitet, doch komme es nun darauf an, dass das Budget für die Umsetzung auch bewilligt werde.

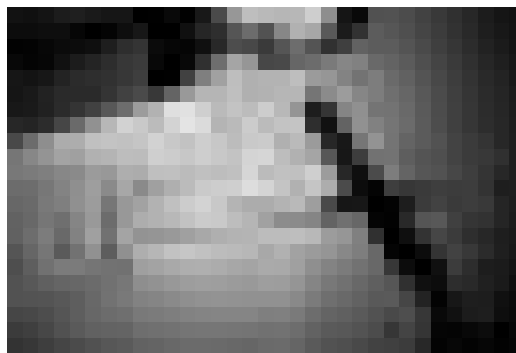


FOTO: FLICKR

AFFAIRE TIAGO

Quand la justice se trompe

David Wagner

L'affaire de l'adolescent portugais dont les parents se sont vus ôter l'autorité parentale est close. Un triomphe de la justice, mais aussi de la presse.

Tout est bien qui finit bien, serait-on tenté de dire. Une affaire qui a fait couler beaucoup d'encre cette année a trouvé un dénouement heureux, comme le relate l'édition actuelle de l'hebdomadaire en langue portugaise, Contacto. Il y a presque un an de cela, Contacto, révélait l'histoire de la famille Santos, un couple de Portugais avec un fils, Tiago, immigré récemment au Luxembourg. Etant donné que les médias lusophones sont peu lus par le reste de la presse luxembourgeoise, cette histoire aurait difficilement pu aller au-delà de la seule communauté portugaise du Luxembourg. Or, si quelques journaux (dont

le woxx) ont relayé l'histoire des déboires de la famille - nous avons notamment rencontré Vitor Santos - une deuxième affaire vint se greffer à la première. La perquisition policière, au mois de mai, dans les locaux de la rédaction de Contacto (woxx 1006).

Petit rappel : ces trois dernières années, la famille Santos a vécu un véritable cauchemar. Arrivé récemment du Portugal au Luxembourg, le couple envoie son fils, Tiago, alors âgé de 13 ans, à l'école communale de Trintange en classe de troisième et quatrième primaire. Vu son âge avancé, il fut placé par la suite au Lycée technique Joseph Bech. C'est à ce moment que les problèmes commencèrent : parlant uniquement portugais et français (alors que certains cours y sont dispensés en allemand, qu'il doit se faire traduire), Tiago, qui souffre non seulement de l'éloignement de son pays

d'origine, mais également d'une forme d'hyperactivité, déjà détectée au Portugal, se voit rapidement marginalisé. L'école décide alors de l'envoyer au Lycée technique de Bonnevoie. Ses problèmes comportementaux continuent, à tel point que ses parents cherchent de l'aide auprès d'une psychologue du Centre hospitalier. Le malheur est parfait en octobre 2007 : à cette date, un tribunal retire la garde de Tiago à ses parents. Entre-temps, l'adolescent avait été placé dans un internat en Belgique.

La raison avancée par le tribunal était l'avis émanant d'un assistant social qui, estimant que les parents ne pouvaient subvenir financièrement aux besoins scolaires de leur fils pensait qu'il valait donc mieux transférer la tutelle de Tiago à l'institution belge. La note de cet assistant aurait-elle été rédigée à la va-vite ? Elle laisse même supposer que ce dernier se laisse peut-être trop rapidement emporter, inconsciemment peut-être, par les préjugés classiques à l'encontre des Portugais. En tout cas, la famille fit rapidement appel à une avocate et entreprit les démarches judiciaires pour récupérer la tutelle du fils.

Finalement, la justice vient de trancher et Tiago peut rentrer chez lui. La juge du tribunal de la jeunesse a notamment cité l'article 7 de la loi du

10 octobre 1992 qui régit de manière très stricte la tutelle des mineur-e-s. En tout état de cause, la juge a estimé que ce cadre ne prévoyait en aucun cas que la tutelle puisse être retirée aux parents sous le seul prétexte que ceux-ci ne pourraient financer le placement en internat de leur fils. De plus, la juge a déploré que les « suggestions pertinentes de la psychologue n'ont jamais été suivies ». Désormais, la balle est dans le camp de la famille Santos, qui va porter plainte contre l'Etat luxembourgeois pour avoir indûment perdu la garde de son fils pendant trois ans.

Au-delà du drame personnel de la famille Santos, cette affaire met en lumière les dysfonctionnements judiciaires au Luxembourg à deux reprises. La première fois concerne évidemment le cas Santos. La deuxième concerne ensuite la liberté d'informer : car la rédaction de nos confrères du Contacto - qui ont mené cette enquête - a été victime d'une perquisition policière ordonnée par un jeune juge trop zélé et peu regardant des droits de la presse. Mais comme l'Etat de droit existe encore, Contacto a eu gain de cause. Tout comme la famille Santos, qui le doit certainement, entre autres, au travail sérieux des journalistes.